

valeur et de petit volume. Autrement, il serait préférable pour les fabricants canadiens d'établir une présence manufacturière en Europe, le plus souvent par le biais d'accords de licences ou de partenariats avec des entreprises européennes plutôt que par la création d'entreprises ou d'acquisitions qui ont tendance à être plus risquées et coûteuses.

Les acquisitions peuvent se justifier dans le cas des entreprises plus importantes de services environnementaux. Par exemple, Laidlaw s'est porté acquéreur de Atwood, une entreprise britannique de gestion des déchets, et SAUR, une filiale du conglomérat français Bouygues, a acheté des parts dans deux sociétés espagnoles. Même là, plusieurs achats se font sous forme de participations minoritaires et préservent le plus souvent le caractère local et la propriété de l'entreprise, deux facteurs importants à considérer en vue de contrats du secteur public.

Les programmes

Le développement de technologies nouvelles joue un rôle important dans ce secteur, touchant à des secteurs aussi divers que la mécanique, les procédés chimiques et le filtrage jusqu'aux méthodes biotechnologiques avancées et les lasers. À cause de l'incertitude et de la brièveté des marchés environnementaux, la R et D de moyen et long termes effectuée par le secteur privé de la CE a eu tendance à traîner. Afin de surmonter cet obstacle, quelques pays de la CE dépensent des sommes d'argent importantes, en particulier l'Allemagne qui en 1985 avait plus dépensé sur la R et D dans ce secteur que les États-Unis et que tous les autres pays de la CE réunis.

ENVIREG est un programme de la CE qui soutient les projets environnementaux de grande échelle dans les régions les plus pauvres de la CE. L'aide financière, qu'apporte ENVIREG aux projets, complète l'aide fournie par les gouvernements régionaux. Les entreprises ne peuvent pas se porter directement candidates à ce programme mais doivent le faire par le biais des gouvernements régionaux.

Alors qu'ENVIREG fournit une aide régionale à grande échelle, MEDSPA, le Community Action for the Protection of the Environment in the Mediterranean Basin, fournit des fonds de capital de risque. Les projets proposés doivent offrir des solutions innovatrices aux problèmes environnementaux et d'autres communautés doivent aussi en bénéficier. Le fonds total disponible dans le cadre de ce projet est modeste, 11 millions de dollars en 1990, 16 millions de dollars en 1991 et 18 millions de dollars en 1992. Les sociétés européennes doivent s'adresser directement à la Commission alors que les sociétés canadiennes doivent obtenir le soutien du gouvernement régional ou provincial de la région dans laquelle ces projets sont effectués.

Le «Network of Environmental Technology Transfer» (NETT) est une base de données parrainée par la CE qui

fournit des renseignements sur les fournisseurs de technologie de protection de l'environnement. Des centaines d'entreprises de toutes les tailles et de tous les secteurs environnementaux ont été répertoriées. Les entreprises non européennes peuvent être répertoriées moyennant des frais plus élevés.

Dans le cadre du «Environmental Program for the Mediterranean», la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement (BEI) soutiennent des projets qui visent à protéger la Méditerranée. L'aide est fournie à la conception et à la réalisation de projets, à la mise en place d'institutions, consultations et formulations de politiques et à la mobilisation de ressources financières. Il y a quatre domaines prioritaires : la gestion intégrée des ressources d'eau, la gestion des déchets dangereux, la prévention et le contrôle de la pollution marine par le pétrole et les produits chimiques, ainsi que la gestion de la zone côtière. La moitié des dépenses environnementales de la BEI depuis 1980 a été canalisée à travers ce programme, totalisant presque 3,3 milliards de dollars. La Banque mondiale a dépensé 2,3 milliards de dollars au cours de la même période.

REWARD, «Recycling Waste Research & Development» est un programme de la CE destiné à accroître le recyclage, alléger les problèmes de traitement des déchets et de pollution environnementale, et améliorer les méthodes de traitement des matières premières et des ressources énergétiques. REWARD, qui s'étalera de 1990 à 1992 aura un budget de 9 millions de dollars. Il est ouvert à toutes les universités, les instituts d'enseignement post-universitaire, les organisations de recherche et les entreprises industrielles dans les États membres. Ce programme est ouvert aussi aux organisations internationales et aux entreprises n'appartenant pas à des États membres qui, par le biais d'un accord en bonne et due forme, en font partie ou lui sont associées. Les propositions doivent spécifier où les diverses parties de la R et D seront réalisées.

En juillet 1988, 14 projets EUREKA sur l'environnement étaient lancés comprenant 78 participants pour un coût total estimé à 580,4 millions de dollars. Un programme cadre de développement technologique a aussi été créé en 1989.

Regard sur l'avenir

Les perspectives du secteur européen de l'environnement sont importantes à cause d'une demande publique plus grande pour un environnement plus sain, une demande croissante dans d'autres parties du monde, et la demande constante pour l'utilisation et l'entretien d'un stock plus important d'équipement pour la protection de l'environnement. Étant donné le lien existant entre la demande et les décisions politiques, la perspective à moyen terme est incertaine, mais à long terme, les services environnementaux européens constituent un secteur dont l'avenir est prometteur.